

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 271

[2009/200191]

5 DECEMBRE 2008. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération modifiant l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone du 26 novembre 1998, signé à Namur le 3 juillet 2008 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'accord de coopération modifiant l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone du 26 novembre 1998, signé à Namur le 3 juillet 2008, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 5 décembre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement wallon, 868 (2008-2009). N° 1.

Compte rendu intégral, séance publique du 3 décembre 2008.

Discussion - Votes.

3 JUILLET 2008. — Accord de coopération modifiant l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone du 26 novembre 1998

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, et la Communauté germanophone, représentée par son Gouvernement,

Vu les articles 130 et 134 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, modifié par la loi du 8 août 1988 et la loi du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, notamment l'article 55, § 3, et l'article 55bis inséré par la loi du 18 juillet 1990;

Vu l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone du 26 novembre 1998;

Considérant que des liens multiples se sont créés entre la Région wallonne et la Communauté germanophone et qu'il est hautement souhaitable qu'un accord global encadre des accords sectoriels existant ou à venir notamment dans les domaines suivants : le commerce extérieur, la stimulation économique, l'environnement, le tourisme, le transport scolaire, la formation, la médiation de dette, l'aide sociale, la politique des handicapés, la politique des télécommunications, les statistiques, la simplification administrative, les travaux publics, la formation, les cultes, la collaboration en matière de Santé et d'Action sociale, la transmission d'entreprises,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. A l'article 6 de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone du 26 novembre 1998, les mots "aux articles 7 à 13" sont remplacés par les mots "aux articles 7 à 13octies".

Art. 2. (nouveau). Il est inséré dans le même accord un article 7bis rédigé comme suit :

"Art. 7bis. Stimulation économique :

Un relais germanophone de la stimulation économique sera créé au sein de l'Agence de stimulation économique située à Liège (A.S.E. en abrégé) chargé de faire le lien entre l'A.S.E. (décret-programme du 23 février 2006 relatif aux actions prioritaires pour l'Avenir wallon) et les opérateurs d'animation économique, les établissements d'enseignement, les porteurs de projets et les entreprises situées sur le territoire de la Communauté germanophone.

Dans ce cadre, le relais germanophone aura notamment pour mission de :

- participer à la mise en œuvre des missions d'animation transversale de l'A.S.E. : il s'agit notamment du plan wallon de l'Esprit d'Entreprendre, du plan wallon de la Création d'activités auxquels viennent se greffer des thématiques connexes telles l'entrepreneuriat féminin, l'auto-crédation d'activités, le Grand Prix wallon de l'Entrepreneuriat, les actions Commerce;
- participer à la mise en œuvre des diverses missions déléguées confiées à l'A.S.E par le Gouvernement wallon : il s'agit actuellement du Portail wallon de l'Entreprise, du projet Pensez-I d'Intelligence Stratégique;
- remplir la fonction d'"agent de sensibilisation à l'Esprit d'Entreprendre" pour la Communauté germanophone;
- veiller au sein de l'A.S.E. à relayer et adapter la communication (spécificités germanophones, emploi de la langue) de l'A.S.E. chaque fois que cela s'avère pertinent.

Le relais germanophone sera engagé soit au travers d'un contrat d'emploi soit au travers d'un détachement de l'Enseignement germanophone. Il disposera d'un bureau à la W.F.G. — Wirtschaftsförderungsgesellschaft Ostbelgiens (Société de promotion économique des Cantons de l'Est) ainsi que d'une ligne téléphonique et d'un accès Internet.

Dans l'un ou l'autre cas, le coût sera pris en charge par l'A.S.E. au moyen d'une dotation spécifique qui sera intégrée à son budget à partir de 2009. Les différents coûts liés au fonctionnement opérationnel de l'Agent seront financés de la même manière.

Budget à charge de la RW : 80.000 euros par an."

Art. 3. Il est inséré dans le même accord un article 13*bis* rédigé comme suit :

"Art. 13*bis*. Statistiques :

Une convention-cadre à conclure entre le Ministère de la Communauté germanophone et l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique définira et précisera les modalités suivant lesquelles les deux parties, dans un souci de cohérence et d'efficacité, coordonneront les travaux relatifs à la production et à la diffusion de données statistiques sur la Wallonie et la Communauté germanophone."

Art. 4. Il est inséré dans le même accord un article 13*ter* rédigé comme suit :

"Art. 13*ter*. Simplification administrative et gouvernement électronique :

Les modalités de la mise en œuvre de la coopération en matière de gouvernement électronique et de simplification administrative feront l'objet d'un protocole d'accord entre les deux Gouvernements."

Art. 5. Il est inséré dans le même accord un article 13*quater* rédigé comme suit :

"Art. 13*quater*. Coordination en matière de travaux publics :

Un groupe de travail composé de représentants des cabinets du Ministre wallon en charge des Travaux publics et du Ministre-Président de la Communauté germanophone se réunira annuellement pour la coordination des projets en matière de travaux publics."

Art. 6. Il est inséré dans le même accord un article 13*quinquies* rédigé comme suit :

"Art. 13*quinquies*. Formation :

Les Centres de compétence

Dans le cadre de la revalorisation de l'Enseignement qualifiant en Communauté germanophone, la Région wallonne, via les Centres de compétence, met à disposition de la Communauté germanophone une offre de formation à destination des élèves et des enseignants de l'Enseignement qualifiant du 3^e degré, de l'Enseignement de Promotion sociale, de l'Enseignement supérieur non universitaire et des formateurs de l'IAWM. Les modalités pratiques seront définies dans une convention particulière.

La Région wallonne réservera, au sein du budget du FOREm, un montant annuel de 30.000 € pour la réalisation de cette coopération.

Collaboration entre l'IFAPME et l'IAWM

Les deux instituts chargés de la formation en alternance dans les petites et moyennes entreprises, l'IAWM et l'IFAPME, s'engagent à approfondir leurs échanges bilatéraux en matière pédagogique et d'information à travers l'actualisation de la convention de 1992.

A cette fin, les instituts se réuniront régulièrement afin de faire le point sur les échanges en la matière.

En vue de favoriser les échanges pédagogiques et stratégique l'IFAPME et l'IAWM, une nouvelle convention de partenariat sera élaborée.

Partenariat entre l'ADG et le FOREm

Afin de favoriser la mobilité interrégionale des demandeurs d'emploi et des travailleurs, un partenariat visant à intensifier les collaborations entre le FOREm et l'ADG sera conclu, notamment en matière d'apprentissage des langues. Il renforcera ainsi l'accord de coopération conclu le 27 mai 2004 entre les deux organismes."

Art. 7. Il est inséré dans le même accord un article 13*sexies* rédigé comme suit :

"Art. 13*sexies*. Culte - Fabriques d'église :

Les Fabriques d'église protestantes d'Eupen - Neu-Moresnet et Malmedy - Saint-Vith sont organisés conjointement sur le territoire de la Région de langue française et sur la Région de langue allemande.

Afin d'éviter une double tutelle sur celles-ci, l'exercice de la tutelle sur ces deux fabriques se réalise en fonction du siège social de chacune d'entre elles. Un protocole de coopération sectoriel entre la Communauté germanophone et la Région wallonne règlera cet exercice de la tutelle sur les Fabriques d'église."

Art. 8. Il est inséré dans le même accord un article 13septies rédigé comme suit :

“Art. 13septies. Collaboration en matière de Santé et d’Action sociale :

Considérant l’exercice respectif des compétences dans la politique familiale, la politique d’aide sociale, la politique du troisième âge, l’accueil et l’intégration des immigrés, et considérant que des liens multiples se sont créés entre la Région wallonne et la Communauté germanophone, il est créé un groupe de travail composé de représentants des Ministres wallon et germanophone concernés, qui se réunira au moins une fois par an pour examiner les pistes de collaboration et les échanges de bonnes pratiques dans les matières mentionnées.”

Art. 9. Il est inséré dans le même accord un article 13octies rédigé comme suit :

“Art. 13octies. Transmission d’entreprises :

Les modalités de la mise en œuvre de la collaboration en matière de transmission d’entreprises font l’objet d’une Convention de collaboration entre la SOWACCESS et la WFG. L’évaluation annuelle, prévue par la Convention précitée, sera transmise aux Gouvernement wallon et germanophone.”

Art. 10. Le présent accord est conclu en deux versions originales, l’une française, l’autre allemande.

Art. 11. Les articles 1^{er}, 2, 5, 6 en ce qui concerne la collaboration entre l’IFAPME et l’IAWM et le partenariat entre l’ADG et le FOREm, 8, 9 et 10 du présent accord entrent en vigueur après l’assentiment du Conseil régional wallon et du Conseil de la Communauté germanophone, au jour de la publication du dernier des deux décrets d’assentiment au *Moniteur belge*.

Les articles 3, 4, 6, en ce qui concerne les centres de compétences et 7 du présent accord entrent en vigueur lors de l’entrée en vigueur des conventions et protocoles spécifiques visés par ces articles, sans que cette date soit antérieure au jour de la publication du dernier des deux décrets d’assentiment au *Moniteur belge*.

Fait en quinze exemplaires originaux.

Namur, le 3 juillet 2008.

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l’Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l’Économie, de l’Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l’Action sociale et de l’Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l’Agriculture, de la Ruralité, de l’Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone, Ministre des Pouvoirs locaux,
K.-H. LAMBERTZ

Le Vice-Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre de la Formation et de l’Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,
B. GENTGES

Le Ministre de l’Enseignement et de la Recherche scientifique,
O. PAASCH

La Ministre de la Culture et des Médias, de la Protection des Monuments, de la Jeunesse et des Sports,
I. WEYKMANS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 271

[2009/200191]

5. DEZEMBER 2008 — Dekret zur Zustimmung zu dem in Namur am 3. Juli 2008 unterzeichneten Zusammenarbeitsabkommen zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 26. November 1998 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Das in Namur am 3. Juli 2008 unterzeichnete Zusammenarbeitsabkommen zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 26. November 1998 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird völlig und uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 5. Dezember 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzung 2008-2009*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 868 (2006-2007). Nr. 1

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 3. Dezember 2008.

Diskussion - Abstimmung.

3. JULI 2008 — Zusammenarbeitsabkommen zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 26. November 1998 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung, und Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung,

Aufgrund der Artikel 130 und 134 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 08. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 92*bis*, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988 und das Gesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, insbesondere Artikel 55, § 3, und Artikel 55*bis*, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 26. November 1998 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

In Erwägung, dass zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vielfältige Bindungen bestehen und dass es äußerst wünschenswert ist, dass ein globales Abkommen den Rahmen für bestehende oder zukünftige sektorische Vereinbarungen schafft, insbesondere in folgenden Bereichen: Außenhandel, Wirtschaftsförderung, Umwelt, Tourismus, Schülertransport, Ausbildung, Entschuldungshilfe, Sozialhilfe, Behindertenpolitik, Telekommunikation, Statistik, Verwaltungsvereinfachung, öffentliche Arbeiten, Kulte, Zusammenarbeit im Gesundheits- und Sozialwesen, Übertragung von Unternehmen,

haben Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - In Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens vom 26. November 1998 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft werden die Wörter "Artikel 7 bis 13" durch die Wörter "Artikel 7 bis 13*octies*" ersetzt.

Art. 2 - Im selben Abkommen wird ein Artikel *7bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. *7bis* - Wirtschaftsförderung:

In der „Agence de stimulation économique“ in Lüttich (abgekürzt A.S.E.) wird eine deutschsprachige Verbindungsperson beschäftigt, die als Bindeglied zwischen der A.S.E. (Programmdekret vom 23. Februar 2006 über vorrangige Aktionen für die Zukunft der Wallonie) und den Wirtschaftsförderungsträgern, den Unterrichtsanstalten, den Projektträgern und den Unternehmen aus der Deutschsprachigen Gemeinschaft fungieren soll.

In diesem Rahmen ist es unter anderem Aufgabe der deutschsprachigen Verbindungsperson:

- sich an der Umsetzung der übergreifenden Fördermaßnahmen der A.S.E. zu beteiligen: Es handelt sich hier unter anderem um den wallonischen Aktionsplan zur Förderung des Unternehmensgeistes und den wallonischen Aktionsplan zur Schaffung wirtschaftlicher Tätigkeiten, an die verwandte Themen gekoppelt sind wie die Gründung von Unternehmen durch Frauen, der Aufbau wirtschaftlicher Tätigkeiten aus eigener Initiative, der Große Wallonische Unternehmerpreis, die Initiativen im Handelsbereich;

- sich an der Erfüllung der verschiedenen Aufgaben zu beteiligen, die die Wallonische Regierung der A.S.E. gestellt hat: Derzeit geht es um das Wallonische Unternehmerportal und um das Projekt „Pensez-I“ zur strategischen Intelligenz;

- für die Deutschsprachige Gemeinschaft als Sensibilisierungsstelle für den Unternehmergeist aufzutreten;

- innerhalb der A.S.E. zur Kommunikationspolitik der A.S.E. beizutragen und diese gegebenenfalls anzupassen (deutschsprachige Besonderheiten, Sprachengebrauch).

Die vorgesehene Stelle wird entweder durch eine unter Arbeitsvertrag eingestellte Person oder durch eine freigestellte deutschsprachige Lehrperson ersetzt. Die Verbindungsperson erhält ein Büro bei der W.F.G. - Wirtschaftsförderungsgesellschaft Ostbelgiens („Société de promotion économique des Cantons de l'Est“) und verfügt dort über einen Telefonanschluss und einen Internetzugang.

In beiden Fällen trägt die A.S.E. die Kosten über eine Sonderdotation, die ab 2009 in ihren Etat eingeschrieben wird. Sämtliche Funktionskosten für die Verbindungsperson werden auf die gleiche Art bestritten.

Etat zu Lasten der WR: 80.000 Euro pro Jahr.“

Art. 3 - Im selben Abkommen wird ein Artikel *13bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. *13bis* - Statistik:

Ein Rahmenabkommen zwischen dem Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft und dem Wallonischen Institut für Bewertungen, Zukunftsforschung und Statistik legt die Modalitäten fest, nach denen die Vertragsparteien die zur Vorlage und zur Verbreitung von statistischen Angaben über die Wallonie und die Deutschsprachige Gemeinschaft erforderlichen Arbeiten kohärent und effizient koordinieren.“

Art. 4 - Im selben Abkommen wird ein Artikel *13ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. *13ter* - Verwaltungsvereinfachung und E-Government:

Die Modalitäten zur Umsetzung der Zusammenarbeit im Bereich des E-Government und der Verwaltungsvereinfachung werden in einem Zusammenarbeitsprotokoll zwischen beiden Regierungen festgelegt.“

Art. 5 - Im selben Abkommen wird ein Artikel *13quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Artikel *13quater* - Koordinierung der Öffentlichen Arbeiten:

Eine Arbeitsgruppe aus Vertretern des Kabinetts des wallonischen Ministers für Öffentliche Arbeiten und des Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft tagt jedes Jahr zwecks Koordinierung der Projekte bei den Öffentlichen Arbeiten.“

Art. 6 - Im selben Abkommen wird ein Artikel *13quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. *13quinquies* - Ausbildung:

Kompetenzzentren

Im Rahmen der Aufwertung des berufsbildenden und technischen Unterrichts in der Deutschsprachigen Gemeinschaft bietet die Wallonische Region der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine Ausbildung an für die Schüler und Lehrer des berufsbildenden und technischen Unterrichts der 3. Stufe, der schulischen Weiterbildung und des nichtuniversitären Hochschulunterrichts sowie für die Ausbilder des IWAM. Die praktischen Modalitäten regelt eine getrennte Vereinbarung.

Für die Umsetzung dieser Zusammenarbeit stellt die Wallonische Region jedes Jahr 30.000 € im Etat des FOREM bereit.

Zusammenarbeit zwischen dem IAWM und dem IFAPME

Das IAWM und das IFAPME, die für die duale Ausbildung in kleinen und mittleren Betrieben zuständigen Institute, verpflichten sich, den bilateralen Austausch im Bereich der Pädagogik und der Information über eine Aktualisierung der Vereinbarung aus dem Jahre 1992 zu vertiefen.

Zu diesem Zweck kommen die Institute regelmäßig zusammen, um über den Austausch in diesen Bereichen Bilanz zu ziehen.

Zur Förderung des pädagogischen und strategischen Austauschs schließen das IFAPME und das IAWM ein neues Partnerschaftsabkommen.

Partnerschaft zwischen dem ADG und dem FOREM

Zur Förderung der interregionalen Mobilität der Arbeitssuchenden und der Arbeitnehmer wird eine Partnerschaft zur Intensivierung der Zusammenarbeit zwischen dem FOREM und dem ADG ins Leben gerufen, unter anderem bei der Spracherlernung. Diese ergänzt somit das am 27. Mai 2004 von beiden Einrichtungen geschlossene Kooperationsabkommen.“

Art. 7 - Im selben Abkommen wird ein Artikel 13*sexies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 13*sexies* - Kulte - Kirchenfabriken

Die protestantischen Kirchenfabriken Eupen - Neu-Moresnet und Malmedy - Sankt Vith werden gemeinsam auf dem Grundgebiet des französischen Sprachgebietes und des deutschen Sprachgebietes organisiert.

Zur Vermeidung einer Doppelaufsicht über diese Einrichtungen wird die Aufsicht über die beiden Kirchenfabriken nach ihrem jeweiligen Gesellschaftssitz ausgeübt. Ein gesondertes Zusammenarbeitsprotokoll zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region regelt die Ausübung dieser Aufsicht über die Kirchenfabriken.”

Art. 8 - Im selben Abkommen wird ein Artikel 13*septies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 13*septies* - Zusammenarbeit im Gesundheits- und Sozialwesen:

Durch die Ausübung ihrer jeweiligen Kompetenzen in der Familienpolitik, der Sozialhilfepolitik, der Seniorenpolitik sowie in der Aufnahme und Integration von Zuwanderern und angesichts der Tatsache, dass generell zahlreiche Bindungen zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft entstanden sind, wird eine Arbeitsgruppe aus Vertretern der wallonischen und deutschsprachigen Fachminister eingesetzt, die mindestens einmal pro Jahr tagt, um zu prüfen, wie in den oben genannten Bereichen zusammengearbeitet und gute Anwendungsbeispiele ausgetauscht werden können.”

Art. 9 - Im selben Abkommen wird ein Artikel 13*octies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 13*octies* - Übertragung von Unternehmen:

Die Modalitäten zur Umsetzung der Zusammenarbeit bei der Übertragung von Unternehmen werden in einer Zusammenarbeitsvereinbarung zwischen der SOWACCESS und der WFG geregelt. Die in dieser Vereinbarung vorgesehene jährliche Bewertung wird der wallonischen und der deutschsprachigen Regierung übermittelt”.

Art. 10 - Vorliegendes Abkommen wird in zwei Originalfassungen, einer französischen und einer deutschen, geschlossen.

Art. 11 - Die Artikel 1, 2 und 5 und Artikel 6, was die Zusammenarbeit zwischen dem IFAPME und dem IAWM und die Partnerschaft zwischen dem ADG und dem FOREM betrifft, sowie die Artikel 8, 9 und 10 des vorliegenden Abkommens treten nach der Zustimmung des Wallonischen Parlamentes und des Parlamentes der Deutschsprachigen Gemeinschaft an dem Tag in Kraft, an dem das letzte der beiden Zustimmungsdekrete im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Die Artikel 3 und 4 und Artikel 6, was die Kompetenzzentren betrifft, sowie Artikel 7 des vorliegenden Abkommens treten dann in Kraft, wenn die in diesen Artikeln genannten getrennten Vereinbarungen und Protokolle in Kraft treten, wobei dieses Datum dem Tag der Veröffentlichung des letzten der beiden Zustimmungsdekrete im *Belgischen Staatsblatt* nicht vorausgehen darf.

Ausgestellt in fünfzehnfacher Ausfertigung.

Namur, den 3. Juli 2008

Für die Wallonische Regierung:

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden,
K.-H. LAMBERTZ

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Ausbildung und Beschäftigung, Soziales und Tourismus,
B. GENTGES

Der Minister für Unterricht und wissenschaftliche Forschung,
O. PAASCH

Die Ministerin für Kultur und Medien, Denkmalschutz, Jugend und Sport,
I. WEYKMANS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 271

[2009/200191]

5 DECEMBER 2008. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998, ondertekend te Namen op 3 juli 2008 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998, ondertekend te Namen op 3 juli, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 5 december 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waalse Parlement, 868 (2008-2009). Nr. 1

Volledig verslag, openbare zitting van 3 december 2008.

Bespreking - Stemmingen.

3 JULI 2008. — Samenwerkingsakkoord tot wijziging van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, en de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

Gelet op de artikelen 130 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92*bis*, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en de wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 55, § 3, en artikel 55*bis*, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998;

Overwegende dat veelvoudige banden zijn ontstaan tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap en dat het wenselijk is dat bestaande of toekomstige sectorale akkoorden in een globaal samenwerkingsakkoord worden vastgelegd, met name voor de volgende aangelegenheden : buitenlandse handel, economische stimulering, leefmilieu, toerisme, leerlingenvervoer, vorming, schuldbemiddeling, sociale actie, beleid van gehandicapte personen, telecommunicatiebeleid, statistieken, administratieve vereenvoudiging, openbare werken, opleiding, erediens, samenwerking inzake Gezondheid en Sociale Actie, ondernemingsoverdracht,

Komen overeen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 6 van het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap van 26 november 1998, worden de woorden "de artikelen 7 à 13" vervangen door de woorden "de artikelen 7 à 13*octies*".

Art. 2 (nieuw). In hetzelfde akkoord wordt een artikel *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *7bis*. Economische stimulering :

Binnen het "Agence de stimulation économique" (Agentschap voor economische stimulering) (afgekort A.S.E.) gelegen te Luik, wordt een Duitstalig contactpunt opgericht belast met de verbinding tussen het "A.S.E." (programmadecreet van 23 februari 2006 betreffende de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië) en de operatoren van de economische activiteit, onderwijsinrichtingen, uitvoerders van projecten en ondernemingen gelegen op het grondgebied van de Duitstalige Gemeenschap.

In dit kader zal het Duitstalig contactpunt onder meer de volgende opdrachten moeten vervullen :

- aan de uitvoering van opdrachten in verband met de overkoepelende werking van het "A.S.E." deelnemen : het gaat met name om het Waalse plan "Esprit d'Entreprendre", het Waalse plan "Création d'activités" met verwante thema's zoals het ondernemerschap bij vrouwen, zelfcreatie van activiteiten, de "Grand Prix Wallon de l'Entrepreneuriat", de Handelsacties;

- aan de uitvoering van verschillende gemachtigde opdrachten deelnemen die door de Waalse Regering aan het "A.S.E." worden toevertrouwd : het betreft heden het "Portail Wallon de l'Entreprise", het project "Pensez-I" van "Intelligence Stratégique";

- de opdracht van "bewustmaking voor de Ondernemingsgeest" voor de Duitstalige Gemeenschap uitoefenen;

- binnen het "A.S.E." voor het doorgeven en de aanpassing van de communicatie van het "A.S.E." (Duitstalige specificiteiten, gebruik van de taal) zorgen telkens als het relevant is.

De Duitstalige contactpersoon zal worden aangeworven via een arbeidsovereenkomst of via een detachering van het Duitstalige onderwijs. Hij zal beschikken over een kantoor in de "W.F.G. — Wirtschaftsförderungsgesellschaft Ostbelgiens" alsook over een telefoonlijn en een toegang tot internet.

In beide gevallen zal de kost ten laste zijn van het "A.S.E." door middel van een specifieke dotatie die vanaf 2009 in haar begroting zal worden opgenomen. De verschillende kosten verbonden aan de operationele werking van het Agentschap zullen worden gefinancierd op dezelfde manier.

Begroting ten laste van het WG : 80.000 euro per jaar."

Art. 3. In hetzelfde akkoord wordt een artikel *13bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *13bis*. Statistieken :

In een kaderovereenkomst te sluiten tussen het Ministerie van de Duitstalige Gemeenschap en het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waal Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek) zullen de modaliteiten worden bepaald volgens welke beide partijen, uit zorg voor samenhang en efficiëntie, de werken in verband met de productie en de verspreiding van statistische gegevens over Wallonië en de Duitstalige Gemeenschap zullen coördineren."

Art. 4. In hetzelfde akkoord wordt een artikel *13ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *13ter*. Administratieve vereenvoudiging en E-regering :

De uitvoeringsmodaliteiten van de samenwerking inzake E-regering en administratieve vereenvoudiging zullen het voorwerp uitmaken van een protocol van akkoord tussen beide Regeringen".

Art. 5. In hetzelfde akkoord wordt een artikel *13quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *13quater*. Coördinatie inzake openbare werken :

Een werkgroep met vertegenwoordigers van de kabinetten van de Waalse Minister van Openbare Werken en van de Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap zal jaarlijks vergaderen voor de coördinatie van de projecten inzake openbare werken."

Art. 6. In hetzelfde akkoord wordt een artikel *13quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *13quinquies*. Vorming :

Kenniscentra

In het kader van de herwaardering van het Gespecialiseerd onderwijs in de Duitstalige Gemeenschap, stelt het Waalse Gewest, via de Kenniscentra, ter beschikking van de Duitstalige Gemeenschap een vormingsaanbod voor de leerlingen en de leerkrachten van het Gespecialiseerd onderwijs van vorm 3, het onderwijs voor sociale promotie, het niet-universitair hoger onderwijs en de opleiders van het "IAWM". De praktische modaliteiten zullen worden bepaald in een bijzondere overeenkomst.

Het Waalse Gewest zal binnen de begroting van de FOREm een jaarlijks bedrag van 30.000 € voorbehouden voor de verwezenlijking van die samenwerking.

Samenwerking tussen het "IFAPME" en het "IAWM"

Beide Instituten belast met alternerende vorming in kleine en middelgrote ondernemingen, het "IAWM" en het "IFAPME", verbinden zich ertoe hun bilaterale uitwisselingen inzake pedagogie en informatie te verdiepen via de actualisering van de overeenkomst van 1992.

Daartoe zullen de Instituten regelmatig vergaderen om de balans op te maken van de uitwisselingen op dit gebied.

Om de pedagogische en strategische uitwisselingen tussen het "IFAPME" en het "IAWM" te bevorderen, zal een nieuwe partnerschapsovereenkomst worden opgesteld.

Partnerschap tussen de "ADG" en de "FOREm".

Om de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden en van de werknemers te bevorderen, zal een partnerschap worden afgesloten om de samenwerkingen tussen de "FOREm" en de "ADG", met name inzake talenopleiding te versterken. Zo zal dit partnerschap het samenwerkingsakkoord gesloten op 27 mei 2004 tussen beide instellingen versterken."

Art. 7. In hetzelfde akkoord wordt een artikel 13*sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 13*sexies*. Eredienst - Kerkfabrieken :

De protestantse Kerkfabrieken van Eupen - Neu-Moresnet en Malmedy worden gezamenlijk georganiseerd op het Franse en op het Duitse taalgebied.

Om een dubbele voogdij erover te vermijden, wordt de voogdij over die twee Fabrieken uitgeoefend in functie van de maatschappelijke zetel van elk van hen. Een sectoraal samenwerkingsprotocol tussen de Duitse Gemeenschap en het Waalse Gewest zal die uitoefening van de voogdij over de Kerkfabrieken regelen.”

Art. 8. In hetzelfde akkoord wordt een artikel 13*septies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 13*septies*. Samenwerking inzake Gezondheid en Sociale actie :

Gelet op de respectieve uitoefening van de bevoegdheden in het gezinsbeleid, het beleid inzake maatschappelijk welzijn, het bejaardenbeleid, de opvang en integratie van migranten, en overwegende dat veelvoudige banden tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap zijn ontstaan, wordt een werkgroep opgericht, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Waalse en Duitse betrokken Ministers, die jaarlijks minstens één keer zal vergaderen om de mogelijkheden voor samenwerking en de uitwisselingen van goede praktijken in verband met vermelde materies te bekijken.”

Art. 9. In hetzelfde akkoord wordt een artikel 13*octies* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 13*octies*. Ondernemingsoverdracht :

De modaliteiten van de uitvoering van de samenwerking inzake ondernemingsoverdracht maken het voorwerp uit van een Samenwerkingsovereenkomst tussen de “SOWACCESS” en de “WFG”. De jaarlijkse evaluatie, bedoeld bij voornoemde Overeenstemming, zal worden doorgegeven aan de Waalse en de Duitse Regeringen.”

Art. 10. Dit akkoord wordt in twee originele versies gesloten, de ene in het Frans, de andere in het Duits.

Art. 11. De artikelen 1, 2, 5, 6 wat betreft de samenwerking tussen het “IFAPME” en het “IAWM” en het partnerschap tussen de “ADG” en de “FOREM”, 8, 9 en 10 van dit akkoord treden in werking na de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, mits instemming van de Waalse Gewestraad en de Raad van de Duitstalige Gemeenschap.

De artikelen 3, 4, 6, wat betreft de kenniscentra en 7 van dit akkoord treden in werking met ingang van de inwerkingtreding van de overeenkomsten en protocollen bedoeld bij deze artikelen, zonder dat deze datum mag voorafgaan aan de dag waarop het laatste van beide goedkeuringsdecreten in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gedaan in vijftien originele exemplaren.

Namen, 3 juli 2008.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, Minister van Lokale Besturen,
K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme,
B. GENTGES

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
O. PAASCH

De Minister van Cultuur en Media, Monumentenzorg, Jeugd en Sport,
I. WEYKMANS